

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/60/JPN
20 octobre 2000

(00-4372)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notification de mise à jour présentée conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

JAPON

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 octobre 2000.

Le Japon soumet la présente notification de mise à jour conformément aux obligations qui lui incombent en vertu des dispositions de l'article XVI:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ci-après dénommé "l'Accord").

Le Japon a inclus dans la présente notification certaines mesures qu'il ne considère pas comme des "subventions" aux termes de l'article premier de l'Accord et certaines subventions qu'il ne considère pas "spécifiques" aux termes de l'article 2 de l'Accord, afin d'assurer un maximum de transparence en ce qui concerne les programmes et mesures en vigueur sur son territoire.

Le Japon reconnaît que, conformément aux dispositions de l'article 25.7 de l'Accord, la notification de ces programmes et mesures ne préjuge pas de leur statut juridique, de leurs effets ni de leur nature au regard du GATT de 1994 et de l'Accord.

De plus, la notification ne préjuge pas du fait que certains programmes ou mesures peuvent être considérés comme ne donnant pas lieu à une action au titre de la note de bas de page 35 relative à l'article 10 de l'Accord, ou qu'un programme ou une autre mesure pourraient être considérés comme ne donnant pas lieu à une action en vertu de l'article 8 de l'Accord s'ils avaient été notifiés conformément aux dispositions de l'article 8.

Note: Plusieurs programmes sont en cours de notification et ne figurent pas dans la liste ci-jointe. Une liste supplémentaire de ces programmes sera communiquée sous peu.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. FINANCEMENT	4
1. Crédit d'impôt pour augmentation des dépenses de recherche.....	4
2. Mesures fiscales visant à renforcer la gestion des petites et moyennes entreprises	5
3. Amortissement spécial ou crédit d'impôt pour les machines servant à la fabrication dans les cas d'augmentation des importations de produits	6
4. Déduction spéciale pour frais de prospection de gisements minéraux dans le pays ou à l'étranger	8
5. Amortissement spécial pour certaines machines utilisées dans des industries de pointe installées dans les zones désignées de développement industriel de pointe ("Technopoles")	9
6. Amortissement spécial pour les machines (conformément à la Loi sur les mesures temporaires visant à favoriser l'innovation dans les entreprises)	10
7. Amortissement spécial pour les machines dans les cas où l'entreprise innove (conformément à la Loi sur les mesures temporaires de dynamisation des zones régionales de regroupement d'activités industrielles spécifiques)	12
8. Amortissement spécial pour les installations (conformément à la Loi sur les mesures temporaires d'amélioration des méthodes de contrôle du processus de transformation des produits agricoles)	13
9. Amortissement spécial pour les machines (lié aux plans d'amélioration des structures des petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre de la Loi sur la promotion de la modernisation des petites et moyennes entreprises)	14
10. Amortissement supplémentaire pour les machines (lié au plan d'amélioration des structures de l'industrie textile dans le cadre de la Loi provisoire sur l'amélioration des structures de l'industrie textile)	16
11. Amortissement supplémentaire pour les bateaux de pêche (lié au plan d'amélioration des structures des petites et moyennes entreprises de pêche dans le cadre de la Loi exceptionnelle sur la reconstruction de l'industrie de la pêche)	17
12. Amortissement supplémentaire pour les machines de sociétés qui mettent à exécution les plans d'amélioration de la gestion de l'agriculture	18
13. Amortissement spécial pour les galeries de mines	19
14. Amortissement spécial pour les paiements effectués à des associations particulières	20
15. Réserve pour la prévention de la pollution minérale due à l'extraction des minerais métalliques	22
16. Dispositions relatives à l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz naturel en mer.....	23
17. Réserve pour la prévention de certaines catastrophes	24
18. Réserve pour la prospection de nouveaux gisements de minerais au Japon et à l'étranger.....	25

19.	Aides en faveur de la rationalisation et de la cessation ou du changement d'activité dans l'industrie salinière.....	27
20.	Mesures financières en faveur des producteurs de shochu B	28
21.	Réserve pour réparations spéciales	29

I. FINANCEMENT

1. Crédit d'impôt pour augmentation des dépenses de recherche

1. Titre du programme de subvention

Crédit d'impôt pour augmentation des dépenses de recherche (concerne les entreprises opérant dans les secteurs désignés dans un décret des ministres compétents et approuvé par ces derniers, conformément à la Loi sur les mesures temporaires visant à favoriser l'innovation dans les entreprises).

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser l'innovation dans l'entreprise en réponse aux mutations, structurelles et autres, de l'environnement économique national et international.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Crédit d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Une personne physique ou morale qui, face aux mutations, structurelles et autres, de l'environnement économique national et international, présente des plans d'entreprise novateurs approuvés par le ministre compétent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Crédit d'impôt équivalant à 10 pour cent de l'augmentation des dépenses de recherche de chaque exercice. L'augmentation des dépenses est déterminée en effectuant la différence entre les dépenses de l'exercice considéré et la deuxième année pour laquelle les dépenses les plus élevées ont été enregistrées depuis l'année qui a suivi celle incluant le 1^{er} janvier 1995. Ce crédit d'impôt n'est accordé que pour l'année au cours de laquelle intervient l'approbation du ministre et pour les deux années suivantes.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1999.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Production des principales branches d'activité

(en millions de yen)

	1996	1997	1998
Ammoniac	21 486	26 061	-
Béton	690 666	666 943	564 290
Chaux	91 630	85 813	76 822
Meubles en bois	1 731 010	1 683 281	-
Courroies en caoutchouc	96 972	102 448	96 263

2. Mesures fiscales visant à renforcer la gestion des petites et moyennes entreprises

1. Titre du programme de subvention

Mesures fiscales visant à renforcer la gestion des petites et moyennes entreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

- 1) Améliorer la gestion des entreprises de transformation des produits agricoles.
- 2) Concentrer les compétences créatrices dans des zones de regroupement régional d'activités industrielles et maintenir et développer ces zones en favorisant le développement des nouveaux secteurs d'activité industrielle et commerciale.
- 3) Favoriser l'adaptation aux mutations structurelles de l'économie en aidant le développement de ces nouveaux secteurs d'activité.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Crédit et report d'impôt.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

7. À qui et comment la subvention est accordée

- 1) Petites et moyennes entreprises exerçant des activités de transformation des produits agricoles.
- 2) Petites et moyennes entreprises ayant des activités industrielles ou commerciales dans les zones de regroupement des compétentes créatrices.
- 3) Petites et moyennes entreprises exerçant dans les branches d'activité spécifiques qui subissent l'influence des modifications structurelles de l'économie.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Choix d'un amortissement spécial de 30 pour cent du coût d'acquisition du matériel ou d'un crédit d'impôt équivalant à 7 pour cent de ce coût. En cas de location, le crédit d'impôt autorisé est de 60 pour cent du coût de la location.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1987 au 31 mars 1999.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*Production des principaux secteurs (1)

(en milliers de tonnes)

Production	Exercice 1994	Exercice 1995	Exercice 1996	Exercice 1997	Exercice 1998	
Fromage	103	106	109	117	124	(avril-mars)
Orge polie	116	130	138	142	-	(avril-mars)
Farine de froment	4 999	4 947	4 970	4 882	-	(avril-mars)

Non disponible pour 2) et 3).

3. **Amortissement spécial ou crédit d'impôt pour les machines servant à la fabrication dans les cas d'augmentation des importations de produits**1. Titre du programme de subvention

Amortissement spécial ou crédit d'impôt pour les machines servant à la fabrication dans les cas d'augmentation des importations de produits.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir les importations de produits.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Crédit ou report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Personne physique ou morale exerçant essentiellement des activités de transformation au Japon.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Dans les cas où l'augmentation des importations de produits est supérieure à 2 pour cent, sont autorisés un amortissement spécial de 10 pour cent sur le matériel de fabrication ou un crédit d'impôt de 5 pour cent.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 2000.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

(en milliards de yen)

<u>Exercice</u>	<u>Importations de produits manufacturés</u>
1995	19 744
1996	23 365
1997	24 091
1998	22 175

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

4. Déduction spéciale pour frais de prospection de gisements minéraux dans le pays ou à l'étranger

1. Titre du programme de subvention

Déduction spéciale pour frais de prospection de gisements minéraux dans le pays ou à l'étranger.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer la continuité de l'activité des industries extractives.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Déduction du revenu imposable.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Toute personne physique ou morale exerçant une activité minière.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le plus faible des trois montants ci-après peut être déduit du revenu imposable:

- 1) le montant des coûts de prospection, y compris les frais d'amortissement des machines et du matériel utilisés pour la prospection;
- 2) le montant rajouté au revenu imposable au titre de la réserve pour coût de prospection;
- 3) le montant des revenus de la société pour l'exercice financier.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1965 au 31 mars 2001.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Volume de la production nationale de minerais

(en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998
Cuivre	1,1 (0,1%)	0,9 (0,2%)	1,1 (0,1%)
Plomb	7,8 (6,0%)	5,2 (4,1%)	6,2 (4,8%)
Zinc	79,7 (14,7%)	71,6 (12,3%)	67,7 (12,2%)

5. Amortissement spécial pour certaines machines utilisées dans des industries de pointe installées dans les zones désignées de développement industriel de pointe ("Technopoles")

1. Titre du programme de subvention

Amortissement spécial pour certaines machines utilisées dans des industries de pointe installées dans les zones désignées de développement industriel de pointe ("Technopoles").

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement industriel dans certaines zones, en privilégiant les industries de pointe.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux sociétés exerçant des activités dans les secteurs de pointe remplissant les conditions requises.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un amortissement initial spécial est accordé pour les machines de pointe en fonction de la date de leur acquisition, ainsi qu'il est indiqué ci-après:

Nombre d'années après l'approbation du plan "Technopoles"								
	5 ans	7 ans	8 ans	10 ans	12 ans	14 ans	15 ans	
	~5 ans	~7 ans	~8 ans	~10 ans	~12 ans	~14 ans	~15 ans	~16 ans
Machines	30%	25%	20%	15%	14%	12%	10%	9%
Bâtiments, etc.	15%	13%	10%	8%	7%	6%	5%	5%

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Seize ans à compter de la date à laquelle le plan "Technopoles" a été approuvé.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

(en milliards de yen)

<u>Année</u>	<u>Production dans le cadre du plan "Technopoles"</u>
1992	35 506,9
1993	34 899,6
1994	35 189,3
1995	38 354,0
1996	39 541,2

6. Amortissement spécial pour les machines (conformément à la Loi sur les mesures temporaires visant à favoriser l'innovation dans les entreprises)

1. Titre du programme de subvention

Amortissement spécial pour les machines (conformément à la Loi sur les mesures temporaires visant à favoriser l'innovation dans les entreprises).

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser l'innovation dans l'entreprise en réponse aux mutations, structurelles et autres, de l'environnement économique national et international.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Personne physique ou morale qui, en réponse aux mutations, structurelles et autres, de l'environnement économique national et international, présente des plans d'entreprise novateurs pour approbation par le ministre compétent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un amortissement spécial de 25 pour cent est accordé au départ pour certaines machines.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1999.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Production des principaux secteurs

(en millions de yen)

	1996	1997	1998
Ammoniaque	21 486	26 061	-
Béton	690 666	666 948	564 290
Chaux	91 630	85 813	76 822
Meubles en bois	1 731 010	1 683 281	-
Courroies en caoutchouc	96 972	102 448	96 263

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

7. Amortissement spécial pour les machines dans les cas où l'entreprise innove (conformément à la Loi sur les mesures temporaires de dynamisation des zones régionales de regroupement d'activités industrielles spécifiques)

1. Titre du programme de subvention

Amortissement spécial pour les machines dans le cas d'innovation dans l'entreprise (conformément à la Loi sur les mesures temporaires de dynamisation des zones régionales de regroupement d'activités industrielles spécifiques).

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accumuler les compétences créatrices dans des zones régionales d'activités industrielles et maintenir et développer ces zones en aidant les nouveaux secteurs d'activités industrielles et commerciales.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Petites et moyennes entreprises exerçant des activités dans les principaux secteurs des zones de regroupement des compétences créatrices.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Amortissement spécial initial de 15, 20 et 25 pour cent pour les machines destinées à l'innovation.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 12 juin 1997 au 31 mars 1999.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

(en milliards de yen)

<u>Exercice</u>	<u>Montant des expéditions</u>
1991	27 340,4
1992	27 750,4
1993	27 889,2
1994	27 972,9
1995	28 392,5
1996	28 960,4

8. **Amortissement spécial pour les installations (conformément à la Loi sur les mesures temporaires d'amélioration des méthodes de contrôle du processus de transformation des produits agricoles)**

1. Titre du programme de subvention

Amortissement spécial pour les installations (conformément à la Loi sur les mesures temporaires d'amélioration des méthodes de contrôle du processus de transformation des produits agricoles).

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Contribuer à améliorer les méthodes de contrôle du processus de transformation des produits agricoles.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

7. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises de production agricole dont les plans visant à améliorer les méthodes de contrôle de la production agricole sont approuvés par le gouverneur.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un amortissement initial spécial de 7 ou 14 pour cent du coût d'acquisition est accordé pour améliorer les méthodes de contrôle du processus de transformation des produits agricoles.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} juillet 1998 au 31 mars 1999.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets des subventions sur le commerce*Production des principaux secteurs

	1995	1996	1997	
Produits à base de viande	554	544	534	(en milliers de tonnes)
Aliments emballés	5 749	5 893	5 802	(en milliers de tonnes)
Lait et produits laitiers	5 960	6 076	6 097	(en milliers de kilolitres)

9. **Amortissement spécial pour les machines (lié aux plans d'amélioration des structures des petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre de la Loi sur la promotion de la modernisation des petites et moyennes entreprises)**1. Titre du programme de subvention

Amortissement spécial pour les machines (lié aux plans d'amélioration des structures des petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre de la Loi sur la promotion de la modernisation des petites et moyennes entreprises).

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la modernisation des petites et moyennes entreprises.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux petites et moyennes entreprises qui remplissent les deux conditions suivantes:

- être membres de coopératives commerciales et industrielles, etc., dont les plans d'amélioration des structures des PME sont approuvés par le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie;
- exercer les activités considérées comme nécessitant une amélioration immédiate des structures.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un amortissement supplémentaire spécial de 18 pour cent de l'amortissement généralement autorisé pendant les cinq premières années est accordé pour certains bâtiments et certaines machines.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Cinq ans à compter de la date à laquelle le plan d'amélioration des structures des PME a été approuvé.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Production des principaux secteurs

(en millions de yen)

	1996	1997	1998
Béton	1 666 660	1 578 950	1 397 664
Chaux	94 914	98 198	87 589
Décolletage	723 874	740 842	611 714
Engrenages	253 172	289 680	244 042
Fontes	840 424	852 994	732 489
Presses pour le travail des métaux	1 195 538	1 204 341	1 068 996

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

10. Amortissement supplémentaire pour les machines (lié au plan d'amélioration des structures de l'industrie textile dans le cadre de la Loi provisoire sur l'amélioration des structures de l'industrie textile)

1. Titre du programme de subvention

Amortissement supplémentaire pour les machines (lié au plan d'amélioration des structures de l'industrie textile dans le cadre de la Loi provisoire sur l'amélioration des structures de l'industrie textile).

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer les structures de l'industrie textile.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux petites et moyennes entreprises qui remplissent les deux conditions suivantes:

- 1) être membres de coopératives commerciales et industrielles, etc., dont les plans d'amélioration des structures de l'industrie textile sont approuvés par le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie;
- 2) exercer des activités dans le secteur des textiles.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un amortissement supplémentaire de 18 pour cent est accordé pour certains bâtiments et certaines machines pendant cinq ans.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Cinq ans à compter de la date à laquelle le plan d'amélioration des structures de l'industrie textile a été approuvé.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

	1996	1997	1998
Production (t)	1 323 311	1 315 018	En cours d'examen
Importations (t)	1 457 214	1 428 137	
Exportations (t)	398 132	405 281	
Demande intérieure (t)	2 419 471	2 326 714	
Importations/Demande intérieure (%)	60,2	61,4	

11. **Amortissement supplémentaire pour les bateaux de pêche (lié au plan d'amélioration des structures des petites et moyennes entreprises de pêche dans le cadre de la Loi exceptionnelle sur la reconstruction de l'industrie de la pêche)**

1. Titre du programme de subvention

Amortissement supplémentaire pour les bateaux de pêche (lié au plan d'amélioration des structures des petites et moyennes entreprises de pêche dans le cadre de la Loi exceptionnelle sur la reconstruction de l'industrie de la pêche).

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer les structures de l'industrie de la pêche.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

7. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux petites et moyennes entreprises qui remplissent les deux conditions suivantes:

- 1) être membres des coopératives de pêche dont les plans d'amélioration des structures des petites et moyennes entreprises de pêche sont approuvés par le Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches;
- 2) exercer certaines activités dans le domaine de la pêche.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un amortissement supplémentaire de 16 pour cent est accordé pour les bateaux de pêche pendant cinq ans.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Cinq ans à compter de la date à laquelle le plan d'amélioration des structures des entreprises de pêche a été approuvé.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

n.d.

12. Amortissement supplémentaire pour les machines de sociétés qui mettent à exécution les plans d'amélioration de la gestion de l'agriculture

1. Titre du programme de subvention

Amortissement supplémentaire pour les machines de sociétés qui mettent à exécution les plans d'amélioration de la gestion de l'agriculture.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Renforcer la gestion des forêts et augmenter le nombre de travailleurs dans ce secteur.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux personnes physiques ou morales qui travaillent à grande échelle dans le secteur des forêts et dont les plans d'amélioration de la gestion des forêts sont approuvés par le Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un amortissement supplémentaire de 15 pour cent est accordé pour les machines forestières pendant cinq ans.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Cinq ans à compter de la date à laquelle le plan a été approuvé.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

<u>Production</u>				(en milliers de m ³)
	1995	1996	1997	1998
Production	24 456	22 897	22 469	21 551

13. Amortissement spécial pour les galeries de mines

1. Titre du programme de subvention

Amortissement spécial pour les galeries de mines.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Maintenir la production.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Personne physique ou morale exerçant une activité minière.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

- Déduction de tous les coûts d'acquisition de la galerie permettant de maintenir la production.
- Amortissement supplémentaire spécial de 13 pour cent comme pour les galeries d'aération.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1957 au 31 mars 1999.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Volume de la production nationale de minerais

(en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998
Cuivre	1,1 (0,1%)	0,9 (0,2%)	1,1 (0,1%)
Plomb	7,8 (6,0%)	5,2 (4,1%)	6,2 (4,8%)
Zinc	79,7 (14,7%)	71,6 (12,3%)	67,7 (12,2%)

14. Amortissement spécial pour les paiements effectués à des associations particulières

1. Titre du programme de subvention

Amortissement spécial pour les paiements effectués à des associations particulières.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

2. Période sur laquelle porte la notification
Avril 1998-mars 1999.
3. Objectif général et/ou objet de la subvention
Développement de nouveaux produits ou de nouvelles technologies.
4. Fondement et législation
Ministère des finances.
5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée
Loi relative aux mesures fiscales spéciales.
6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)
Report d'impôt.
7. À qui et comment la subvention est accordée
Membre de certaines associations.
8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Dédution des montants versés par le membre de l'association au titre des coûts d'acquisition des avoirs de l'association.
9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention
Jusqu'au 31 mars 1999.
10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce^{*}

Dans le cadre de la Loi sur la promotion de la modernisation des petites et moyennes entreprises.

^{*} Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

Production des principaux secteurs

(en millions de yen)

	1996	1997	1998
Béton	1 666 660	1 578 950	1 397 664
Chaux	94 914	98 198	87 589
Décolletage	723 874	740 842	611 714
Engrenage	253 172	289 680	244 042
Fonte	840 424	852 994	732 489
Presses pour le travail des métaux	1 195 538	1 204 341	1 068 996

15. Réserve pour la prévention de la pollution minérale due à l'extraction des minerais métalliques

1. Titre du programme de subvention

Réserve pour la prévention de la pollution minérale due à l'extraction des minerais métalliques.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Prévention de la pollution minérale liée à l'extraction des minerais métalliques.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Personne physique ou morale exerçant une activité minière.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Déduction des montants versés à l'Office japonais des mines de métaux à titre de réserve pour prévention de la pollution minérale. (Une fois les dépenses de prévention de la pollution minérale effectuées, la réserve correspondant à ce coût est comptabilisée dans le bénéfice.)

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1974 au 31 mars 2000.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Volume de la production nationale de minerais

(en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998
Cuivre	1,1 (0,1%)	0,9 (0,2%)	1,1 (0,1%)
Plomb	7,8 (6,0%)	5,2 (4,1%)	6,2 (4,8%)
Zinc	79,7 (14,7%)	71,6 (12,3%)	67,7 (12,2%)

16. Dispositions relatives à l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz naturel en mer

1. Titre du programme de subvention

Dispositions relatives à l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz naturel en mer.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer le bon fonctionnement des puits.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Société exploitant le pétrole et le gaz naturel au Japon.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Déduction des montants crédités à titre de réserve pour les dépenses d'exploitation des puits correspondant au cycle de vie du matériel. (Une fois les dépenses d'exploitation du puits effectuées, la réserve correspondant à ce coût est comptabilisée dans le bénéfice.)

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1986 au 31 mars 2000.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Production de gaz naturel

(en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998
Production	1 593	1 628	1 644
Importations	45 877	47 656	49 133

Production de pétrole brut

(en milliers de kilolitres)

	1996	1997	1998
Production	837	842	792
Importations	263 445	271 701	254 828

17. Réserve pour la prévention de certaines catastrophes

1. Titre du programme de subvention

Réserve pour la prévention de certaines catastrophes.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Prévenir les catastrophes dans l'exploitation des carrières.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Personne physique ou morale exerçant une activité d'extraction en carrière ou compagnie charbonnière exploitant une mine à ciel ouvert.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Déduction des montants crédités à titre de réserve pour les dépenses de prévention des catastrophes minières. (Une fois les dépenses effectuées, la réserve correspondant au coût est comptabilisée dans le bénéfice.)

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1999.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Production de pierre à chaux

(en milliers de tonnes)

	1995	1996	1997
Production	201 096	202 894	201 399
Importations	0	0	0
Exportations	3 704	3 392	4 095

18. Réserve pour la prospection de nouveaux gisements de minerais au Japon et à l'étranger

1. Titre du programme de subvention

Réserve pour la prospection de nouveaux gisements de minerais au Japon et à l'étranger.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention
Promouvoir l'exploitation des ressources minérales.
4. Fondement et législation
Ministère des finances.
5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée
Loi relative aux mesures fiscales spéciales.
6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)
Report d'impôt.
7. À qui et comment la subvention est accordée
Personne physique ou morale exerçant une activité minière.
8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Déduction des montants crédités à titre de réserve correspondant à 12 pour cent du montant des ventes de minerais. (Trois ans après que le transfert ait été crédité à titre de réserves, le montant en est comptabilisé dans le bénéfice.)
9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} avril 1965 au 31 mars 2001.
10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Volume de la production nationale de minéraux

(en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998
Cuivre	1,1 (0,1%)	0,9 (0,2%)	1,1 (0,1%)
Plomb	7,8 (6,0%)	5,2 (4,1%)	6,2 (4,8%)
Zinc	79,7 (14,7%)	71,6 (12,3%)	67,7 (12,2%)

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

19. Aides en faveur de la rationalisation et de la cessation ou du changement d'activité dans l'industrie salinière

1. Titre du programme de subvention

Aides en faveur de la rationalisation et de la cessation ou du changement d'activité dans l'industrie salinière.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir la rationalisation et la cessation ou le changement d'activité des producteurs de sel et des grossistes, afin d'encourager l'ajustement structurel de l'industrie salinière nationale.

4. Fondement et législation

Centre industriel japonais du sel.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur le commerce du sel.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Don.

7. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux producteurs de sel et aux grossistes qui ont rationalisé et/ou cessé ou modifié leurs activités.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice budgétaire 1996	458 millions de yen
Exercice budgétaire 1997	902 millions de yen
Exercice budgétaire 1998	671 millions de yen

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

D'octobre 1996 à mars 2002.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

(en milliers de tonnes)

Exercice budgétaire	Production	Importations	Exportations	Demande intérieure
1997	1 344	7 983	0	9 156
1998	1 329	8 292	0	9 479
1999	1 293	7 550	0	9 090

20. Mesures financières en faveur des producteurs de shochu B

1. Titre du programme de subvention

Mesures financières en faveur des producteurs de shochu B.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1998-mars 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Réformer la structure de l'industrie du shochu B et contribuer à la modernisation de ses installations pour la protection de l'environnement.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur les mesures spéciales concernant la stabilité de l'industrie du brassage du saké et des industries connexes.

6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Prêt sans intérêt au Fonds pour l'industrie du shochu B, et dons.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Association des brasseurs japonais.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

- Bénéfice d'exploitation du Fonds: 1,16 milliard de yen
- Dons prélevés sur le budget de l'État: 0,27 milliard de yen

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée du crédit accordé sans intérêt est limitée à dix ans.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Quantité de shochu B expédiée

(en kilolitres)

	1996	1997	1998
Commerce intérieur	318 023	330 243	324 952
Importations	537	477	157
Total	318 560	330 720	325 109

21. Réserve pour réparations spéciales

1. Titre du programme de subvention

Réserve pour réparations spéciales.

2. Période sur laquelle porte la notification

Avril 1997-mars 1998.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Compenser les coûts annuels des réparations.

4. Fondement et législation

Ministère des finances.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. Forme de la subvention (don, avantage fiscal, etc.)

Report d'impôt.

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises possédant des navires ou de hauts-fourneaux etc.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Déduction des montants crédités à titre de réserve correspondant au coût estimatif des réparations spéciales. (Une fois les dépenses effectuées, la réserve correspondant à ce coût est comptabilisée dans le bénéfice.)

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Pas de délai.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce*

Volume des ventes et des exportations des producteurs de hauts-fourneaux

	(millions de yen)		
	1994	1995	1996
Ventes	6 286 283	6 391 275	6 472 809
Exportations	1 319 624	1 406 409	1 507 579

* Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.